

La «forteresse Europe» coûte cher

Les pays de l'Union européenne ont dépensé 11,3 milliards d'euros depuis 2000 pour renvoyer les migrants illégaux et 1,6 milliard d'euros pour assurer la protection des frontières de l'Europe, révèle une enquête menée par un consortium de journalistes européens de 16 pays et publiée jeudi.

L'enquête est publiée alors que le débat fait rage au sein de l'UE sur un plan d'action pour renforcer la lutte contre l'immigration clandestine et l'accueil des réfugiés et demandeurs d'asile.

Les États membres sont unanimes pour accélérer le renvoi des migrants en situation irrégulière, et divisés sur l'assistance à apporter à l'Italie et la Grèce, deux pays dont les systèmes d'accueil sont submergés par les arrivées de migrants.

Comment organiser le retour des migrants en situation irrégulière? La question est depuis des années l'écueil des politiques migratoires européennes. «*Le taux de retour des migrants en situation irrégulière a été de 33% en 2014*», a souligné mardi le commissaire aux Affaires intérieures Dimitris Avramopoulos.

Or, les États membres dépensent des fortunes pour les retours: 11,3 milliards d'euros depuis 2000, selon

l'enquête. L'expulsion d'un migrant coûte en moyenne 4.000 euros, dont la moitié pour les frais de transport.

Les migrants payent encore plus

Les migrants ont pour leur part dépensé 15,7 milliards d'euros pour payer leurs passages et gagner

l'Union européenne, précise cette enquête, présentée comme le résultat de six mois de travail de vingt journalistes, statisticiens et développeurs issus de 16 pays européens.

Plus de 600.000 migrants ont demandé l'asile dans l'Union européenne en 2014.

De janvier à la fin mai 2015, plus de 100.000 migrants ont traversé la Méditerranée et 1.865 se sont noyés, selon l'Office international des migrations.

Protection des frontières

Les contribuables européens sont également mis à contribution pour financer la protection des frontières: 1,6 milliard d'euros depuis 2000 dont les principaux bénéficiaires sont les grands groupes industriels spécialisés comme Airbus, Finmeccanica et Thales, souligne l'enquête.

Les barrières de grillages édifiées pour défendre les enclaves espagnoles de Ceuta et Melilla au Maroc

coûtent 10 millions d'euros par an pour leur entretien, affirme le document. La barrière à la frontière entre la Grèce et la Turquie coûte plus de 7 millions par an aux contribuables grecs.

Financement européen

La Commission européenne contribue au financement des actions d'accueil des demandeurs d'asile et des mesures pour la protection des frontières. 3,1 milliards sont budgétisés pour la période 2014-2020 pour le Fonds destiné à l'asile, la migration et l'intégration (AMIF) et 3,8 milliards pour le fonds pour la sécurité (ISF).

AFP

11,3 milliards €

Depuis 2000, les pays européens ont déboursé plus de 11 milliards d'euros pour les expulsions et retours des migrants illégaux.

ÉPINGLÉ

FACE AUX MIGRANTS, LA HONGRIE SORT LES BARBELÉS

La Hongrie a annoncé mercredi **la fermeture de sa frontière avec la Serbie et la construction d'un mur**, un nouveau signe de la crise migratoire au lendemain de l'échec des Européens à décider d'une répartition solidaire des réfugiés sur leur territoire.

Le Premier ministre serbe a aussitôt réagi en se déclarant «*surpris et choqué*». «*La solution n'est pas de dresser des murs. La Serbie ne peut pas être responsable de la situation créée par les migrants, nous ne sommes qu'un pays de transit. La Serbie est-elle responsable de la crise en Syrie?*», s'est interrogé M. Vucic qui a souligné que les clandestins, dont nombre de

Syriens fuyant la guerre dans leur pays, arrivaient dans son pays en provenance de Grèce et de Bulgarie, pays membres de l'UE.

Budapest a lancé des «travaux préparatoires» pour la **construction d'une clôture de quatre mètres de haut sur les 175 km de sa frontière avec la Serbie**, a indiqué le ministre des

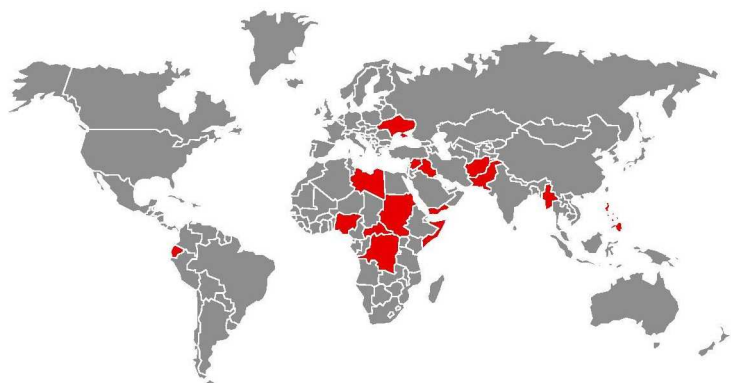
Affaires étrangères, Peter Szijjarto, précisant que ces travaux préparatoires seraient achevés d'ici mercredi 24 juin. «*De tous les pays de l'Union européenne, la Hongrie est celui qui subit la plus forte pression migratoire. Une réponse commune de l'UE à ce défi prend trop de temps et la Hongrie ne peut plus atten-*

dre. Elle doit agir», a-t-il déclaré. Réunis mardi à Luxembourg, les 28 ne sont pas parvenus à se mettre d'accord sur un dispositif solidaire d'accueil destiné à soulager les pays les plus exposés, alors que 100.000 personnes sont clandestinement entrées dans l'UE depuis le début de l'année, selon l'agence Frontex. **La Commission européenne a exprimé jeudi ses réticences sur le projet hongrois**, rappelant qu'on n'avait que «*récemment*» abattu des murs en Europe en référence au rideau de fer. «*La Commission encourage les États membres à utiliser des mesures de remplacement*», a déclaré une porte-parole, Natasha Bertaud, lors d'un point de presse.

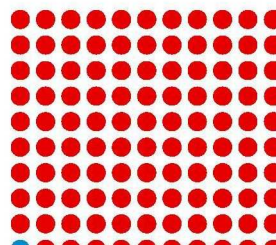
AFP

60 millions de réfugiés et déplacés en 2014, un record

RÉFUGIÉS : LES ZONES DE TENSIONS DANS LE MONDE

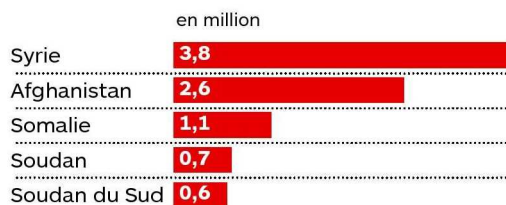


en Europe : **6.502.670**

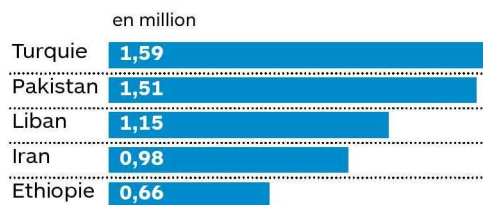


en Belgique : **41.684**

Les principaux **pays d'origine** des réfugiés



Les principaux **pays hôtes** des réfugiés



Source: UNHCR

Le nombre de déplacés et de réfugiés suite aux multiples conflits dans le monde a atteint le niveau record de 60 millions de personnes en 2014 (contre 51 millions en 2013), selon le rapport annuel du Haut-Commissariat pour les réfugiés des Nations unies (HCR), qui se déclare de plus en plus dépassé devant ce drame.